

# Noël Mamère : pourquoi je vote « non » à l'accord sur la Grèce

<http://blogs.rue89.nouvelobs.com/chez-noel-mamere/2015/07/15/noel-mamere-pourquoi-je-vote-non-laccord-sur-la-grece-234806>

## Noël Mamère

Député de Gironde

Publié le 15/07/2015 à 14h52

Les dés sont jetés. Après l'extraordinaire résultat du référendum grec, les forces conservatrices d'Europe, particulièrement en Allemagne et en Finlande, ont voulu à la fois punir le peuple grec pour ce « non » franc et massif, humilier Alexis Tsipras et organiser le Grexit.

Pour ce faire, ils ont multiplié les provocations, allant jusqu'à proposer qu'un fonds de garantie soit installé au Luxembourg, le fief de l'évasion fiscale, dans un organisme présidé par Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances allemand, ou imposer le retour de la Troïka à Athènes.

## Ils n'ont rien appris et tout oublié

Ce coup d'Etat politique et financier a réussi puisque Alexis Tsipras est devenu malgré lui le gestionnaire de ce mauvais accord. Un peu à la manière dont les gouvernements allemands, après la guerre de 1914, étaient devenus les comptables du maléfique traité de Versailles qui leur avait été imposé le 28 juin 1919.

L'Allemagne de madame Merkel n'a décidément rien appris et tout oublié. Oubliée l'humiliation imposée par les Alliés, qui lui avaient demandé de payer des réparations si démesurées qu'elles empêchaient tout redressement et d'abandonner toute souveraineté qui entraîna ipso facto le développement du nationalisme le plus détestable.

La droite européenne n'a rien appris et tout oublié, la même qui proclamait à l'unisson : mieux vaut Hitler que le Front populaire... Aujourd'hui, visiblement, pour Sarkozy, Schäuble et les [Vrais Finlandais](#), mieux vaut Aube dorée ou Marine Le Pen que Tsipras et Podemos.

## Fracture européenne

La question grecque est le révélateur de la fracture européenne qui se creuse jour après jour entre les économies du Sud et du Nord de l'Europe, comme au sein de nombreux pays entre les zones riches et les zones pauvres.

L'Europe, qui a été fondée sur des principes de solidarité, est devenue un camp de redressement comptable où les peuples sont soumis au joug des financiers et aux talibans du rééquilibrage des comptes. L'Union européenne ne peut se réduire à une Otan économique et financière qui impose les normes du FMI, de l'OMC et de la Banque mondiale, au mépris du contrat social. C'est ce qui était en jeu dans ces négociations et qui le restera dans l'avenir. Car, n'en doutons pas, le bras de fer ne fait que commencer.

Nous payons aujourd'hui la facture des années 90 quand, après la chute du Mur, les dirigeants de l'époque ont voulu élargir l'Europe sans la doter au préalable de structures adéquates permettant de la construire dans la durée. La croyance dans la monnaie unique et dans la puissance régulatrice du marché a paralysé l'Europe.

## Une colonisation qui ne dit pas son nom

Au-delà de « l'accord », ce qui apparaît comme un nouveau plan d'ajustement structurel doit nous interroger sur la dette comme instrument de tutelle politique et économique, comme une forme de colonisation qui ne dit pas son nom. Le traitement que le FMI et la Commission font subir à la Grèce depuis les années 2000 ressemble comme deux gouttes d'eau à celui qui a échoué en Afrique : il enferme les pays dans la récession et affaiblit les Etats. La comparaison avec l'Afrique n'est pas un simple exercice rhétorique.

Dans les années 80, à l'instar des pays d'Afrique ou d'Amérique latine, la Grèce a été considérée comme un champ d'expériences pour les recettes néolibérales. Après la décolonisation formelle des années 60, un nouvel ordre colonial s'est substitué à l'ancien. Les maîtres d'œuvre en ont été le FMI et la Banque mondiale et les mandataires les anciennes puissances coloniales. La mondialisation a fait le reste, en étendant au reste du monde ce nouvel ordre colonial. Il assène maintenant dans son pré carré les mêmes recettes qu'il appliquait jadis au tiers-monde, à commencer par celle de la dette odieuse.

Pour autant, Alexis Tsipras n'a pas « trahi » les siens. Il n'avait le choix qu'entre deux punitions : le Grexit ou une capitulation provisoire. La position du jeune leader grec peut paraître absurde à certains, puisqu'il doit faire avaliser à son peuple des mesures qu'il condamnait trois jours avant. En réalité, il n'avait plus de marge de manœuvres face à l'intransigeance de ses créanciers.

## Tsipras a-t-il « capitulé » ?

En fermant le robinet des liquidités, la Banque centrale européenne asphyxiait littéralement les banques grecques, les obligeant à la fermeture. C'était le premier temps de la mise en place d'un véritable protectorat sur la Grèce.

Pour autant, peut-on parler de « capitulation » de Tsipras ? Non. Parce que, avec le référendum, il a d'abord posé un acte politique fondateur pour toute l'Europe. Puis il a pris à témoin les peuples de l'Europe devant le Parlement européen.

Il a enfin gagné du temps pour la seconde manche, en obtenant dans des conditions qui restent cependant très floues, l'injection de 35 milliards pour relancer l'économie, 80 milliards d'aide et un pseudo engagement pour la restructuration de la dette. Les mesures prises devraient affecter pour la première fois l'oligarchie et s'attaquer à la forteresse de la Défense pour entamer la modernisation indispensable de l'Etat.

## L'absence de solidarité des peuples

Mais en tordant le bras de Tsipras, la droite européenne avec la complicité de la social-démocratie, espère que la partie finira bientôt et que le spectre d'une alternative citoyenne disparaîtra du paysage européen. Car là était bien l'enjeu réel : empêcher à tout prix qu'une autre politique soit possible à Madrid, Lisbonne, Rome ou Paris.

La Grèce pouvait-elle obtenir mieux dans ces négociations inégales ? Devait-elle envisager de sortir de la zone euro ? La réponse ne se trouve pas seulement à Athènes mais aussi dans l'absence de solidarité des peuples européens envers la Grèce, dans la fin de la gauche historique comme instrument de défense des peuples, dans l'absence d'alternative à la politique néolibérale, en Europe et dans le monde.

Les leçons de cette défaite sont amères, mais comme toutes les leçons, elles en apprennent beaucoup plus aux générations futures et à ceux qui restent sur le ring que certaines victoires éphémères.

## Ce mercredi, je voterai « non »

Syriza a relancé le processus politique et c'est une bonne chose pour l'avenir. Ce que n'avait pas fait François Hollande en refusant de renégocier le [TSCG](#), en 2012, le gouvernement Tsipras l'a osé en obligeant à rediscuter politiquement des enjeux européens. Là est l'important pour l'Union européenne. La dignité des peuples est une valeur incontournable. Quand on la bafoue, on s'expose à la montée inexorable des populismes.



Angela Merkel, François Hollande (de dos) et Alexis Tsipras, le 12 juillet 2015 à Bruxelles (JOHN MACDOUGALL/AFP)

Le compromis pourri, plutôt le diktat, imposé à la Grèce entraîne les peuples dans les bras d'Aube dorée ou des versions locales du Front national et défait l'idée de l'Europe pour laquelle les écologistes se battent depuis plus de quarante ans. Ce coup de force annonce des jours sombres pour nos peuples et nos démocraties affaiblies.

C'est pourquoi, ce mercredi 15 juillet 2015, je voterai « non » à ce nouveau traité de Versailles.